

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN



UN PEUPLE EN LUTTE CONTRE UNE FOLLE GUERRE D'AGGRESSION !

ÉDITO

Le déclenchement de cette guerre a jeté le monde entier dans la stupeur. De même que les prétendus motifs évoqués par Poutine, qui semble en être le seul décideur, comme « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine, cela dit-il pour éviter un « génocide » de la population russophone.

Cette agression répond à sa hantise que les grands mouvements d'émancipation dans les ex-« républiques » vassales de Moscou ne finissent par encourager la révolte du peuple russe contre la dictature qu'il subit. Certes l'OTAN, instrument de l'impérialisme nord-américain, aurait dû être dissoute au lendemain de la disparition de l'URSS, de même que l'OTSC, sous l'obéissance de Moscou. Mais aujourd'hui, ce n'est pas un projet d'« annexion » de la part de l'OTAN dont l'Ukraine est l'objet, mais bien d'une opération de conquête de la part du Kremlin. En fonction de quoi, face à une Russie menaçante, l'Ukraine et d'autres pays en viennent à demander leur intégration à l'OTAN ! À ce jour, sur le plan militaire les choses ne se passent pas comme prévu par Poutine. La chute du gouvernement ukrainien dirigé par V. Zelensky, à la suite d'une « blitzkrieg victorieuse », et son remplacement par une structure aux ordres n'est pas à l'ordre du jour. Avec un courage impressionnant, l'armée et le peuple résistent. À l'initiative des travailleuses et travailleurs, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre s'organise. Municipalités, administrations locales, groupes d'habitants prennent en charge la vie quotidienne, le ravitaillement, les soins, les évacuations. C'est en coopération que l'armée régulière et les collectifs d'autodéfense de volontaires agissent. Le gouvernement reste en place. La responsabilité de toutes les forces de gauche est qu'un vaste mouvement de soutien à la lutte du peuple ukrainien se mette en place pour répondre à ce que celui-ci demande. Il faut aider par tous les moyens possibles le peuple ukrainien à se défendre et à décider seul de son avenir. Et donc en premier lieu exiger – avec le soutien en Russie de celles et ceux qui s'opposent à cette guerre – le retrait des troupes russes de l'Ukraine. ■

Ce qui aujourd'hui se déroule sous nos yeux relevait hier de l'impensable. Il faut à présent voir ce que nous voyons, et le penser.

Il offensive du Kremlin a pour objectif de conquérir militairement l'Ukraine. C'est dénier au peuple ukrainien son droit d'être une nation. Poutine a décidé que l'Ukraine ne peut continuer à exister indépendamment de la Russie, avec un État libre de ses choix politiques et de ses alliances.

Pour atteindre ces objectifs : la guerre. Une guerre totale, avec tous les armements dont il dispose, y compris les plus terrifiants : bombardements massifs, dont le seul objet est le plus souvent de susciter la terreur, bombes thermobariques, destruction des infrastructures. Sans compter un terrible siège des villes... Quitte à massacer la population, détruire le pays et ainsi à aggraver également (destructions et pollutions multiples) une situation déjà très dégradée sur le plan éco-climatique. Des stratégies de mort déjà mises en œuvre en Tchétchénie puis en Syrie. C'est ainsi que Poutine entend soumettre un « peuple frère » !

Quant à tous les peuples du continent, les voici confrontés à un chantage à la guerre nucléaire. Par cette menace Poutine met en garde l'Union européenne : celle-ci ne doit pas franchir la ligne rouge qui à ses yeux ferait d'elles des « belligérants » du conflit. Par exemple, répondre à la demande du gouvernement ukrainien d'instaurer sur l'Ukraine une zone d'exclusion aérienne.

Pourtant, alors que le pouvoir russe parait sur un effondrement rapide de l'Ukraine, c'est à une admirable et impressionnante résistance qu'il se heurte. Du coup, des faiblesses apparaissent au sein même des troupes russes, des manifestations d'un grand courage de citoyennes et citoyens russes se multiplient pour s'opposer à la guerre, et peut-être demain des différenciations au cœur du pouvoir.

**Le Président Zelensky nous a interpellés :
« Ne nous lâchez pas ! »**

Toutes et tous nous voici face à un défi, celui de la solidarité avec un peuple ukrainien qui se bat pour sa liberté.

Les mesures humanitaires et l'accueil des centaines de milliers de réfugiés qui fuient la guerre sont évidemment impératives et urgentes. Aux organisations de gauche, politiques, syndicales et associatives d'être parties prenantes dans l'unité pour donner force à cette mobilisation.

Au-delà, obliger à un cessez-le-feu, contraindre Poutine à renoncer à son entreprise criminelle et à replier ses troupes ne sera pas obtenu par les seules sanctions économiques, nécessaires, ni par l'isolement international de la Russie. Il faut que l'offensive russe soit mise en échec sur le terrain.

Les combattants ukrainiens ont besoin d'armes pour se défendre face à une armée surpuissante, il convient d'appuyer toute mesure répondant à leur légitime demande. ■

ENSEMBLE !
26 rue Malmaison 93170 BAGNOLET
WWW.ENSEMBLE-FDG.ORG



AUX CÔTÉS DU PEUPLE UKRAINIEN ET DE SA RÉSISTANCE

L'Ukraine et la Russie ne sont pas à considérer comme des « belligérants », qu'on pourrait renvoyer dos à dos. Ce serait confondre agresseur et agressé.

Nous soutenons l'agressé : le peuple ukrainien dans sa diversité, compris non pas en un sens ethnique mais comme l'ensemble des populations ukrainiennes, y compris russophones, et comme nation/communauté de destin agressée par l'impérialisme russe.

La résistance ukrainienne, héroïque vu le rapport de forces, trouve ses ressorts dans la conscience nationale ukrainienne et l'onde longue de la révolution de Maïdan (2014). Cette dernière, trop souvent passée sous silence, alors qu'elle a été l'une des révoltes marquantes du mouvement des places dans le cycle de révoltes et de soulèvements populaires ouvert en 2010/2011 dans le monde.

Notre soutien à cette résistance à l'armée russe n'est pas dirigé contre le peuple russe : solidarité avec les manifestations et protestations citoyennes et féministes de l'opposition russe au régime de Poutine et à la guerre !

Ainsi, notre orientation se distingue du pacifisme intégral, que celui-ci soit d'origine principielle et historique (certains courants libertaires ou écologistes) ou d'origine néo-campiste (Mouvement de la Paix, une partie de la CGT et du PCF, la mouvance FI/UP, une partie des groupes trotskistes), qui renvoient quasiment dos à dos l'OTAN et l'agresseur russe. Ce néo-campisme, qui consiste à réduire une situation à l'affrontement entre deux camps comme du temps de la Guerre froide, avec obligation de choisir l'un pour combattre l'autre, sévit dans une partie de la gauche ici et ailleurs.

Notre orientation se distingue aussi de l'autre campisme, atlantiste : celui de la droite, du pouvoir macronien et d'une partie de la gauche modérée, qui se montre acritiques vis-à-vis de l'OTAN et des orientations de l'UE (Place Publique, PS, EELV).

Notre orientation se situe dans une perspective internationale et altermondialiste (cf. la brochure de la commission internationale d'ENSEMBLE !, d'octobre 2020), en lien avec le soutien au droit à l'autodétermination des peuples et à leur autodéfense collective en cas d'agression.

Accueil inconditionnel et vigilant des réfugié·es et des exilé·es !

Nous sommes pour l'accueil sans conditions de toutes et tous les réfugié·es d'Ukraine, quelle que soit leur nationalité, et pour l'accueil des opposant·es et déserteurs russes et biélorusses.

Refus total, pour cet accueil des réfugiés et exilées, de toute discrimination liée à l'origine, à la nationalité, au genre et à l'orientation sexuelle, à la religion, etc.

À travers l'accueil inconditionnel et vigilant, recherche de l'articulation des tâches humanitaires et politiques.

Sur les sanctions économiques

Nous sommes favorables aux sanctions, notamment sur le plan bancaire, également dans le domaine des hydrocarbures, sanctions ciblées contre les fortunes et les placements des oligarques, lesquels sont des éléments-clés de l'économie mafieuse russe.

Nous soutenons d'éventuelles confiscations de leurs propriétés à l'étranger, notamment en France. Nous sommes favorables à l'ouverture d'un débat sur les possibilités d'évitement des sanctions dans le domaine médical et des produits



SOPA IMAGES/SIPA

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ET AVEC LE PEUPLE SYRIEN

L'agression de l'armée russe contre l'Ukraine a saisi le monde de sidération. La penser comme impensable est la conséquence d'un déni.

Hier, on a refusé de se sentir concernés par la guerre en Tchétchénie (Grozny rasée !), on a accepté les annexions de territoires géorgiens, moldaves, ukrainiens..

Aujourd'hui, comment ne pas voir qu'en Ukraine Poutine est en voie de rééditer le scénario appliqué des années durant en Syrie ? Destruction systématique des infrastructures, par des bombardements massifs et le siège des villes, pour terroriser les populations, les contraindre à l'exil et obliger les combattants à la capitulation...

L'armée de Poutine a mis en œuvre ses moyens de mort pour noyer dans le sang et l'horreur la révolution syrienne. Il a ainsi sauvé le régime de Bachar al-Assad coupable de crimes contre l'humanité. Le peuple syrien a été sacrifié et le pays détruit.

Nos amis syriens ont averti que le monde n'échappera pas aux métastases de cette tragédie. Ils n'ont pas été entendus.

Refusons que l'Ukraine devienne une autre Syrie !

Restons aux côtés du peuple syrien ! ■

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE POUR LES PEUPLES D'UKRAINE !

par: 2 Syrie New Politics Russie

alimentaires de première nécessité pour préserver les conditions de vie déjà difficiles de la population russe, avec le souci de détacher les populations russes du régime de Poutine et de faire grandir l'opposition en Russie.

Pour la livraison d'armes à la résistance ukrainienne !

Nous disons oui aux livraisons d'armes défensives demandées par la résistance et le gouvernement de l'Ukraine, et donc le matériel militaire permettant de protéger les populations contre les chars et les bombardements.

Écarter une intervention directe des forces de l'OTAN en Ukraine ne signifie pas tomber dans un pacifisme intégral qui conduirait à laisser la résistance ukrainienne désarmée face à l'armée russe !

Hors de question de laisser se reproduire le scénario syrien de 2016 d'abandon de la révolution et de la résistance syriennes écrasées par l'armée syrienne et les bombes russes, non sans complaisance de l'extrême droite et d'une partie de la gauche française.

Aucune résistance, aucune lutte de libération anticoloniale dans l'histoire n'a pu se dispenser d'un armement minimal, que ce soit dans les résistances antifascistes de France, d'Italie ou de Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, puis en Indochine, en Algérie ou au Vietnam dans le processus de décolonisation et d'émancipation des peuples.

Le soutien à la résistance ukrainienne armée et non armée doit se faire dans cet esprit, et dans celui des Brigades internationales de 1936 en Espagne – même si celles-ci peuvent difficilement se concevoir à l'identique aujourd'hui –, et nullement dans un esprit de militarisation comme celui du campisme atlantiste et des intérêts capitalistes des « marchands de canons ». ■

« Nul doute que le franchissement de lignes rouges en toute impunité, l'absence de poursuites pour les crimes commis par les forces armées russes en Syrie ou en Tchétchénie ont créé un terreau fertile pour les crimes commis aujourd'hui en Ukraine. »

Cécile Coudriou, présidente d'Amnesty International France
in *Libération* 14 mars 2022.



PHOTO GENYA SAVILOV / AGENCE FRANCE PRESSE

L'OTAN. QUAND POUTINE REBAT LES CARTES

Fondée le 4 avril 1949 l'OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, alliance politico-militaire élaborée pendant le blocus de Berlin (mai 1948-juin 1949), s'est présentée comme répondant à la nécessité ressentie par les Européens de se prémunir contre toute expansion du système stalinien.

Il est cependant clair que l'implication des États-Unis dans la défense de l'Europe, comme c'était déjà le cas avec le plan Marshall, était déterminée par leurs intérêts spécifiques. L'OTAN apparaît bien comme l'instrument de l'hégémonie américaine sur l'espace euro-atlantique et comme une dimension inhérente à l'impérialisme étatsunien.

Et c'est là, dès l'origine, qu'apparaît la difficulté. L'OTAN est à la fois le produit d'une volonté impérialiste et d'une aspiration à se protéger de la menace soviétique largement présente en Europe. C'est donc dans ces termes qu'il est nécessaire d'envisager la question. Il est clair de ce point de vue que la dissolution de l'OTAN aurait dû se poser lors de la désintégration de l'Union soviétique (1991) et qu'une occasion a été manquée. D'autant plus grave que « l'Alliance » s'est ensuite étendue jusqu'aux frontières de la Russie, ce qui a pu nourrir le sentiment d'encerclement de cette dernière.

La guerre imposée à l'Ukraine par Poutine rebat les cartes car elle ne fait que renforcer pour les peuples d'Europe l'aspiration à être protégés. Si bien que la question de la dissolution de l'OTAN doit être envisagée sous une double clé, à la fois principielle et politique. D'abord le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes car c'est à eux de décider et non aux grandes puissances. Ensuite l'émergence d'une Russie démocratique qui de ce fait ne serait plus perçue comme agressive. Ce qui rendrait possible, une fois les blocs militaires dissous, la mise en place d'un système européen de sécurité, basé sur la coopération internationale et non sur la menace militaire. ■

Russie : l'opposition à la guerre

Les Russes ne restent pas passifs face à la guerre que mène le clan poutinien à l'Ukraine. Depuis le 24 février, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, partout dans le pays, pour manifester leur désaccord. Selon les données d'OVD-Info^[1], l'association qui répertorie et aide les victimes des répressions policières en Russie, au moins 13 022 personnes ont été arrêtées depuis le début des protestations, avec des peines de prison plus ou moins longues. Dès le premier jour de l'attaque de l'armée russe, des dizaines de pétitions ont été lancées, signées par plus d'un million de personnes. Outre des pétitions générales initiées par des défenseurs des droits de l'homme, les protestations du Comité des mères de soldats, il y a eu des dizaines de pétitions lancées par des groupes professionnels, montrant la force des solidarités professionnelles, celles par exemple des universitaires, des architectes, des médecins, des instituteurs, des travailleurs de la culture, des informaticiens, des traducteurs, des designers, des humoristes, etc. Autant de personnes qui s'affichent publiquement, courant le risque de perdre leur emploi puisque le contrôle étatique est omniprésent, y compris dans le secteur privé.

Car manifester contre la guerre, et même évoquer la guerre, individuellement et sur les réseaux sociaux, est désormais possible d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison, une loi venant d'être adoptée en ce sens contre la diffusion de « fausses informations » concernant les agissements des forces armées russes. Et pourtant, beaucoup continuent à descendre dans la rue et à combattre par différents moyens la désinformation organisée par le Kremlin qui présente la guerre comme une opération militaire visant la « démilitarisation » et la « dénazification » de l'Ukraine, ainsi que la défense des intérêts des populations russes sur le territoire ukrainien, en particulier dans le Donbass. Plutôt que de s'étonner de la faiblesse de l'opposition russe à la guerre, il faudrait plutôt saluer un tel courage.

Une autre partie de la population russe, certes, soutient fermement la politique de Poutine, qui a réussi à se forger une image de sauveur de la Russie en rétablissant un certain ordre étatique après le désastre social, économique et géostratégique des années 1990. Cette partie de la population, surtout composée de personnes ayant vu leur situation sociale s'améliorer sous Poutine, veut croire en Poutine quoi qu'il fasse, et la force de leur foi ne vacillera pas, quelles que soient les épreuves à subir.

Cependant, une partie encore plus importante de la population est sans doute désorientée, même si beaucoup font vraisemblablement d'énormes efforts pour préserver leur santé mentale

en ne creusant pas trop l'affaire. La guerre peut inciter à un sursaut de solidarité nationale, surtout si l'on veut éviter de se penser en agresseur d'un pays frère, où une forte proportion de Russes a de la famille ou des amis.

Karine Clément^[2] explique : « Mais je voudrais partager ce que m'ont enseigné des années d'enquêtes et de militantisme auprès des couches populaires de la Russie dite « profonde » : quand le régime poutinien a commencé à s'enfoncer sur la pente de la répression arbitraire et massive, à partir de 2018, la popularité de Poutine auprès des classes populaires avait atteint un plancher. Les critiques étaient acérées contre sa collusion avec les oligarques, son dédain pour le peuple, la réalité des inégalités sociales faramineuses. La propagande nationaliste ne prenait plus, contredite par l'expérience concrète de la pauvreté et de l'exploitation.

Qu'en est-il aujourd'hui de ces couches sociales-là, majoritaires en Russie ? Difficile à distance de se faire une idée, d'autant plus que la voix des classes populaires en Russie n'a jamais été que caricaturée et vilipendée par les intellectuels et les personnalités politiques, y compris de l'opposition (à l'exception notable d'Alexei Navalny, qui croupit en prison). D'autant plus que les prolétaires de Russie avaient, en plus de leur conscience sociale, un sentiment exacerbé d'impuissance devant le « mur de l'argent » et « ceux qui ont l'armée », ce qui les poussait davantage à des protestations discrètes ou restreintes qu'à de grandes mobilisations.

Sans doute ne sont-ils pas tentés de s'afficher contre la guerre, même si des discussions informelles laissent à penser qu'ils n'entretiennent aucune illusion sur les hauts desseins affichés par Poutine pour mener cette guerre. Cependant, un Occident présenté comme défenseur des « valeurs démocratiques » et dernier rempart à l'impérialisme russe ne pourra que les repousser, eux qui sont persuadés que les belles paroles des dirigeants et des puissants ne sont là que pour couvrir la défense d'intérêts bien compris. Est-ce que la détérioration de leurs conditions de vie, pour eux qui déjà se démènent pour survivre, les incitera à se mobiliser ou, au contraire, à ployer le dos ? Impossible de rien prévoir. Est-ce qu'une mobilisation sociale anti-Poutine, anti-guerre et anti-oligarchique est possible en Russie ? J'avoue que j'arrive à peine à me poser la question... ■

8 MARS 2022

1] <https://ovdinfo.org/>

2) Karine Clément est l'auteure de *Contestation sociale à bas bruit en Russie. Critiques sociales ordinaires et nationalismes*. Éditions du Croquant, 2022.

L'UKRAINE, UNE NATION !

Si l'on peut faire remonter au Moyen-Âge les prémisses de l'existence d'une nation ukrainienne, c'est au milieu du XIX^e siècle que naît un mouvement national ukrainien. Il n'est pas du goût du pouvoir impérial qui développe une politique de russification. Après la révolution de février 1917, l'Ukraine est indépendante jusqu'à la victoire de l'Armée rouge sur les communistes libertaires de Makhno (1922). Le pays va ensuite subir la terreur stalinienne, une abominable famine provoquée par Staline et une relance de la politique de russification.

À la fin des années 1980, la libéralisation du régime soviétique favorise le développement du sentiment national ukrainien et, en 1991, l'indépendance est approuvée par 92 % de la population. Ce sentiment national n'est sans doute pas ressenti de la même façon dans tout le pays. Si, en 2001, l'ukrainien est la langue maternelle de 78 % des habitants, les russophones sont 17 % (Crimée, Donbass, grandes villes). Reste que la langue n'apparaît pas comme un discriminant déterminant au regard de la volonté d'adhésion à un État-nation.

Le sentiment d'appartenance à la nation ukrainienne s'est renforcé au début du XXI^e siècle puisque 64,4 % des habitants déclaraient soutenir l'indépendance en août 2012 contre seulement 51,3 % en août 2001. Majoritairement aussi, les Ukrainiens souhaitent vivre en Ukraine, aussi bien dans l'Ouest (79 %) que dans l'Est (62 %). On ne saurait donc considérer que la « frontière linguistique » constitue une coupure radicale entre l'Est et l'Ouest. D'autant que la population ukrainienne est pour une bonne part bilingue. Depuis l'agression russe du 24 février 2022, les déclarations des élus des villes à majorité russophone vont toutes dans le même sens, confirmant le renforcement du sentiment national ukrainien. ■